



Le 21 mars 2005

Monsieur Jean-Marc Fournier
Ministre de l'Éducation
1035, rue De La Chevrotière, 17^e étage
Québec (Québec) G1R 5A5

Monsieur le Ministre,

Pour faire suite à la publication dans la *Gazette officielle* des modifications au Règlement sur le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire et du Règlement modifiant le Régime pédagogique de la formation générale des adultes, nous vous transmettons nos préoccupations et nos commentaires.

Certaines des modifications proposées visent à corriger la problématique du décrochage scolaire et de la réussite. Depuis de nombreuses années, on tente par différents moyens de modifier cette situation. Plusieurs projets ont été mis en place dont les résultats n'ont pas permis d'atteindre les objectifs. Ce projet de Règlement propose encore de diversifier les voies de formation, mais est-ce la bonne formule pour atteindre cette fois les résultats souhaités?

La création de nouveaux parcours de formation axés sur l'emploi, pour les élèves ayant au moins 15 ans et accumulé au fil des ans un retard au cours du premier cycle du secondaire, nous préoccupe grandement. Ce parcours de formation confine des jeunes dans des formations les conduisant rapidement au marché du travail et les préparant à l'exercice d'un métier non spécialisé ou semi-spécialisé (article 23.3). Celles-ci sont souvent des formations cul-de-sac, car les jeunes y acquièrent un minimum de compétences de base. On n'aide aucunement ces jeunes en les dirigeant dans ces formations, au contraire on les installe dans le cercle vicieux des emplois non reconnus, dévalorisés et sous-payés.

Une telle mesure permettra possiblement de hausser des données statistiques du ministère en ce qui a trait à la qualification de jeunes, mais elle ne résoudra aucunement la problématique vécue par ceux-ci. Les difficultés de ces jeunes prennent racine souvent dès le jeune âge et sont présentes à partir du primaire. C'est à ce niveau que l'on doit faire de la prévention et multiplier

...2

les interventions afin de leur permettre d'acquérir les compétences de base préalables à d'autres apprentissages. Sinon, il est certain que ces difficultés se consolideront au secondaire. Le gouvernement doit assumer ses responsabilités, redoubler d'efforts et investir dans les services aux élèves en difficulté tout particulièrement dans le soutien et l'aide à l'apprentissage, et ce, dès le primaire. Intervenir de façon préventive pour diminuer le nombre de jeunes qui, au secondaire, éprouvent des problèmes majeurs à poursuivre leur cheminement scolaire et pour les inscrire dans un cheminement de succès scolaire, voilà une des voies à privilégier. Force est de constater que les services aux étudiants ont subi au fil des ans des coupes importantes et les impacts de celles-ci sont toujours présents dans les écoles. Et les jeunes en paient encore le prix. Il est impératif de recentrer la pédagogie et les apprentissages sur la personne, ses caractéristiques, son potentiel, son rythme et son individualité.

La donne selon laquelle le taux de chômage décroît lorsque que le niveau de scolarité est élevé a toujours sa pertinence. Et en ce sens, nous devons tout mettre en œuvre et diversifier les approches afin de favoriser l'acquisition d'un premier diplôme ou d'une première qualification pour tous les jeunes Québécois et Québécoises. Le gouvernement doit avant tout investir dans les services professionnels adaptés et dédiés aux élèves et y allouer des ressources supplémentaires nécessaires et non proposer encore des modifications de structures. D'ailleurs, les nouvelles voies proposées ressemblent étrangement au secondaire court que l'on a fait disparaître avec la réforme de l'éducation. Il faut se projeter dans le futur et se demander quel avenir on réserve à ces jeunes en les dirigeant dans de tels parcours de formation.

Une autre modification a trait à l'implantation d'une voie de formation appliquée au deuxième cycle axée sur une formation plus pratique. Cette approche peut paraître intéressante et répond possiblement aux besoins d'apprentissage de certains élèves attirés davantage par des cours où les apprentissages sont plus pratiques. Nous souhaitons qu'une attention toute particulière soit apportée au développement d'une telle approche. Cette nouvelle voie ne doit pas devenir un incitatif pour certains jeunes à délaisser la formation régulière pour s'inscrire dans la formation pratique. N'y a-t-il pas danger que l'on vienne perpétuer de ce fait le DES et le DES + pavant ainsi la voie à un DES dont la valeur sera à géométrie variable?

Nous nous interrogeons aussi sur l'ajout d'un cours d'anglais dès la première année. Dans le mémoire déposé lors de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec¹, la CSN proposait « que le gouvernement du Québec mette en place des mesures pour s'assurer que toutes les étudiantes et tous les étudiants acquièrent aux niveaux primaire et secondaire une connaissance acceptable de l'anglais... ». Nous sommes d'accord pour que les élèves apprennent l'anglais, par contre nous nous opposons à l'intégration

...3

¹ *Communiquer, travailler et vivre dans un Québec français*. Mémoire présenté par la CSN à la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec. Mars 2001.

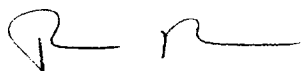
de l'anglais dès la première année. Nous doutons qu'une telle approche favorise une réelle appropriation de la langue anglaise chez les jeunes Québécoises et Québécois. Le défi sera double pour les enfants dont la langue française n'est pas la langue d'origine et qui devront acquérir, au cours des premières années du primaire, la maîtrise de la langue française, tant au plan de l'écrit que de l'oral, et celle de la langue anglaise.

Pour ce qui est de l'implantation de la réforme au secondaire, une réflexion en profondeur s'impose sur les impacts des mesures mises en place avec la réforme au primaire afin d'en tirer les leçons et de dégager les conditions essentielles de succès. Le MEQ devrait se doter d'un plan stratégique élaboré avec les personnels en vue de la réussite de son implantation. Les changements proposés sont majeurs et tous les personnels doivent être y associés étroitement. On doit leur donner tout l'appui et le soutien nécessaires et mettre les élèves au cœur de cette réforme afin de ne pas leur en faire payer le prix.

Nous ne nous opposons pas aux changements en éducation, par contre, nous souhaitons que les mesures mises en place corrigent des problèmes clairement identifiés et reconnus et favorisent la persévérance scolaire. Les décisions prises à cet effet doivent prendre assises sur l'égalité des chances et permettre de hausser la réussite et le taux de scolarisation des Québécoises et des Québécois.

La CSN représente 280 000 membres dont 50 000 membres² oeuvrent dans le secteur de l'éducation. Parmi ceux-ci, on retrouve 30 syndicats du réseau de l'enseignement privé affiliés à la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ) et près de 27 000 employé-es de soutien des commissions scolaires réunis dans 36 syndicats à la Fédération des employées et employés de services publics (FEESP).

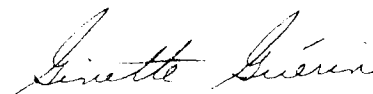
Nous vous remercions, Monsieur le Ministre, de l'attention que vous porterez à ces commentaires.



Pierre Patry,
Trésorier de la CSN



Ronald Cameron
Président FNEEQ



Ginette Guérin
Présidente FEESP

² Enseignantes et enseignants au collégial, chargé-es de cours des universités et des cégeps, enseignantes et enseignants au primaire et secondaire au secteur privé, tutrices et tuteurs de Télé-Université, employé-es de soutien de commissions scolaires, de cégeps et d'universités, professeur-es et professionnel-les d'universités.